

Contribution de la FNCC à la Consultation nationale sur l'éducation artistique et culturelle : "Pour un accès de tous les jeunes à l'art et à la culture"

La richesse et la précision des questionnements, plus techniques que politiques, proposés par les organisateurs de cette consultation correspondent davantage aux compétences d'acteurs directement engagés dans l'action culturelle en milieu scolaire qu'à une instance représentant des politiques comme l'est la FNCC. Pour autant, et quelles que soient les modalités pratiques in fine choisies pour mettre en œuvre une généralisation de l'EAC (et la FNCC est disposée à consulter ses collectivités adhérentes sur leurs expériences et leurs initiatives en ce domaine), des principes politiques et démocratiques méritent d'être formulés, lesquels, sans apporter de solutions directement applicables, peuvent aider à en cadrer l'esprit général. Tel est l'objet de cette présente note.

Principes généraux

Pour engager l'EAC dans un renouveau significatif et solide, il importe en premier lieu de se poser cette question : pourquoi faut-il que les jeunes soient sensibilisés aux arts et à la culture ? Qu'apprend-on de si important en se familiarisant avec les arts ? La réponse qu'on donnera à cette question indiquera les voies pertinentes pour une mise en œuvre généralisée et significative de l'EAC.

1. L'exercice de la liberté. Pour sa part, la FNCC voit dans la familiarité aux arts et la culture un champ unique et indispensable de *l'exercice de la liberté*. Un exercice fondateur pour la construction des individus dans leur singularité et dans leur avenir de citoyens aptes au partage d'un univers symbolique riche de sa constante réinvention.

2. L'exigence d'équité et la diversité des territoires : le rôle des collectivités. L'EAC, dans la mesure où elle concerne l'école (sans s'y limiter), n'a de légitimité politique qu'à la condition d'être développée équitablement sur l'ensemble du territoire. Cela doit être une éducation *nationale*. Il est pour autant évident que les collectivités seront amenées à apporter leurs contributions, en lien avec la vie artistique et culturelle effective sur leur territoire spécifique, que ce soit selon la densité de leur tissu associatif et/ou de leurs équipements culturels. Comment concevoir une équité qui ne soit pas une pure et simple égalité (comme ça l'est en théorie le cas pour les autres disciplines), ici inenvisageable ?

Il faut là encore en revenir à la conviction que le principe de l'EAC n'est pas celui de l'accès à un socle défini de biens et de connaissances artistiques et culturels mais celui de l'accès à la possibilité d'exercer sa liberté de personne (dotée de droits culturels), à la possibilité de pratiquer librement sa faculté du goût et donc à vivre les expériences requises pour la former. Ce sont, partout, les conditions de possibilité pour tous les jeunes de s'engager dans un parcours cohérent dans le domaine de l'intelligence sensible qu'il faut instaurer –, ce qui ne suppose ni d'approcher l'intégralité des formes artistiques ni de bénéficier d'une identique somme de rencontres avec les artistes ni d'assister à un corpus strictement comparable d'œuvres. Dès lors, quel peut être – quel doit être ? – l'engagement des collectivités aux côtés des ministères de l'Education nationale et de la Culture ?

1. Pour la FNCC, leur rôle essentiel serait de contribuer à la circulation et à la collaboration entre l'ensemble des acteurs culturels de leurs territoires respectifs, qu'ils soient de l'Education nationale, des institutions et équipements culturels, des acteurs associatifs ou œuvrant dans le cadre de l'éducation populaire et, au-delà, du secteur privé dont le rôle en faveur de la culture et des arts peut être considéré comme celui d'acteurs quasi publics (ateliers de danse, d'arts plastiques mais aussi cinémas, librairies...).
2. Un second rôle serait de veiller à une certaine complétude de l'offre, notamment pour les pratiques et les enseignements. Si la musique classique, de ce point de vue, est assez bien dotée (conservatoires, chorales, groupes de pratique en amateur), les musiques actuelles ou encore traditionnelles sont l'objet de fortes disparités – il en va de même pour la danse –, une situation à laquelle, dans la mesure où elles en ont les moyens, les collectivités peuvent tenter de remédier. De ce point de vue, les offres de pratique des arts plastiques souffrent d'un manque total de reconnaissance (et ici, le réseau très vaste et territorialement bien implanté des musées de France pourrait être convoqué).

Quoi qu'il en soit, et au-delà d'expériences aussi remarquables qu'isolées, la revivification de l'ensemble de l'offre de pratiques artistiques apparaît comme la condition *sine qua non* d'un engagement cohérent et équitable des collectivités dans l'EAC. Cette mise en mouvement et en cohérence du réseau des acteurs locaux ne saurait s'opérer sans une étroite collaboration entre collectivités (communes, intercommunalités, départements et régions) et sans un accompagnement clair et volontariste de l'Etat *via* les structures de l'Education nationale, les services déconcentrés de l'Etat mais aussi les outils que sont les agences régionales et départementales de la culture ; leur savoir-faire professionnel et leur connaissance du terrain sont ici précieuses.

.../...

Responsabilités respectives des différents collectives

Il est évidemment nécessaire que l'Etat soit le garant de l'ensemble de ces activités. D'abord parce qu'elles se déroulent dans le cadre et sous la responsabilité des différents ministères concernés; et tout autant afin de réduire autant que faire se peut les inégalités entre les territoires. L'objectif d'équité doit être un souci constant.

Pour autant, les collectivités ont une responsabilité à assumer dans cette politique nationale, ne serait-ce que parce qu'elles sont déjà actives (communes et intercommunalités notamment, mais aussi certains départements).

On peut imaginer que sur les territoires cette politique se mette en place à partir de ce qui existe déjà à l'initiative des communes. Au plan local, les intercommunalités sont certainement les instances les plus adéquates pour réaliser l'ambition. Certains départements ont déjà inscrits des éléments d'éducation artistiques dans leurs schémas départementaux de développement des enseignements artistiques. Le département, à travers son schéma, assure une homogénéisation de l'offre sur le territoire. On ne peut que les inciter à généraliser cette prise en compte. Enfin, les régions ont une compétence en matière de formation. Des formations seront à organiser afin de donner aux acteurs artistiques et culturels qui le souhaitent les compétences nécessaires à la réalisation de ces projets. La région est le bon endroit pour les initier.

De même qu'il serait souhaitable que régulièrement (chaque année?) des moments d'échanges et de concertation soient organisés, rassemblant l'ensemble des acteurs. Le département et/ou la région pourraient être les organisateurs de ces rencontres.

Quelques points-clés

Priorité de la pratique. Sans nier l'apport de l'histoire des arts – la culture –, c'est essentiellement par les pratiques que s'effectue l'expérimentation de la liberté sensible. Ce qui nécessite l'articulation (passerelles, information, partenariats, organisation de parcours) de quatre secteurs :

- le scolaire (où doit être constamment disponible, du primaire au lycée, une offre de sensibilisation pratique à un ensemble aussi large que possible des expressions artistiques : musique, danse, théâtre, cinéma, écriture, arts du cirque),
- le périscolaire (possibilité d'approfondir de manière régulière cette sensibilisation *via* des ateliers, des projets en lien avec des artistes selon le modèle des classes à PAC),
- l'extra-scolaire
 - o avec d'une part les milieux de l'éducation populaire et des associations de pratiques en amateur (pour inscrire dans la vie de la cité et en partage avec d'autres les activités artistiques des jeunes) et,
 - o d'autre part l'enseignement spécialisé (afin d'offrir un horizon de perfectionnement et d'engagement plus exigeant pour ceux qui le souhaiteraient).

En effet, le "parcours" d'une pratique artistique ne saurait ni se déployer uniquement à l'école ni seulement dépendre de choix familiaux. Par ailleurs, il existe de très nombreuses manières d'aborder les pratiques artistiques ; leur exploration et leur apprentissage varient selon qu'il s'agit de musiques actuelles, de musique classique, d'arts plastiques, de cirque, de cinéma ou d'écriture (trop oubliée). Il s'agit, là encore, d'organiser la possibilité de choix de parcours et non d'en imposer certains. A noter que, pour le suivi de l'élève, il existe une initiative des conservatoires, le "projet de l'élève" (carnet de suivi de ses expériences artistiques et apprentissages culturels) qui pourrait être décliné à l'Education nationale.

Parcours artistique

Il serait souhaitable que l'EAC soit organisée, au niveau de l'école élémentaire notamment, en parcours cohérents, dont le contenu, sous la responsabilité de l'enseignant, a été défini en coopération avec les acteurs culturels présents sur le territoire.

Chaque parcours comportera différents moments qui comprendront : découverte, rencontre avec les œuvres, rencontre avec les artistes, production en groupe dont une phase d'acquisition technique sous la conduite d'un artiste ou acteur culturel, présentation publique (aux autres élèves de la classe, de l'école, aux parents, lors d'une fête d'école, d'un rassemblement dans un lieu de diffusion...), et mise en perspective historique dans le cadre de l'histoire des arts. L'ordre de ces différentes phases pourra varier selon les nécessités, ou la nature des projets.

Pour le primaire. Il serait souhaitable que chaque enfant puisse bénéficier chaque année d'au moins un parcours et qu'au cours de la scolarité primaire, chaque élève puisse s'engager dans des projets qui balayent l'ensemble des arts et des esthétiques.

Au niveau du collège et plus encore du lycée, les mêmes principes guideront l'action. Il est aussi certain qu'au fur et à mesure que l'élève renforce ses compétences techniques, la part production personnelle, en atelier ou en groupe, prendra davantage d'importance ; et ceci d'autant que les adolescents préfèrent se situer en tant qu'acteur, plutôt que spectateur.

Réinvestir le moment de la technique.

Ce qui peut s'enseigner dans les arts et se généraliser à l'échelle nationale, ce sont les techniques qui, sans être de l'art par elles-mêmes, en sont les moyens incontournables d'accès. Il importerait par exemple qu'au terme d'une scolarité, chacun soit en mesure de lire (voir d'écrire) la musique, d'avoir eu accès aux exigences de la voix (que ce soit pour le chant ou le théâtre), d'avoir acquis la maîtrise de la main et des fondamentaux du dessin.

Afin de réhabiliter *le moment technique*, les heures (acquises) des cours de musique et de dessin doivent être davantage valorisées et il ne devrait pas exister de lycées où ces enseignements ne seraient pas proposés en option

Deux autres structurations artistiques internes aux collèges et aux lycées devraient être généralisés : des ateliers de théâtre et de cinéma (sur ce dernier art, au-delà d'un indispensable renouveau des cinémathèques, des ateliers de réalisation doivent être mis en place, car la démocratisation des outils du cinéma grâce aux technologies numériques et à Internet ont suscité un fort engouement de la part des jeunes pour une pratique active et inventive de l'image animée).

Moments de validation.

Sans assigner à quelque obligation de tel ou tel art que ce soit – c'est l'exercice de la liberté esthétique et non celui de l'un de ses outils en particulier dont il importe que personne ne puisse pouvoir dire qu'on ne lui en a pas proposé la possibilité –, il faudrait que les parcours scolaires permettent aux élèves de faire valoir leur cheminement en direction des arts et de la culture. Les modalités d'une telle valorisation (carnet de suivi, dossier, entretien, examen ?) et les moments où elle doit s'effectuer (brevet ? bac ? chaque année ?) relèvent de la compétence des enseignants et des intervenants avec lesquels ils travaillent, et sans doute aussi des choix des élèves. Quoi qu'il en soit, et plus généralement, il conviendrait de leur attribuer un coefficient significatif dans l'obtention des diplômes scolaires.

Pour autant, l'idée d'une évaluation de l'acquisition de la liberté – émancipation – est en elle-même contradictoire. Cette acquisition peu passer tant par la connaissance que par la pratique. Elle peut aussi s'exprimer par un intérêt peu marqué pour les arts et la culture, à condition que ce sentiment soit élaboré en connaissance de cause – et sans doute est-ce là à la fois la raison de la difficulté de concevoir nationalement l'EAC et celle qui a conduit à organiser en France l'enseignement artistique en dehors de l'école, c'est-à-dire sous le signe du choix. De plus, l'idée de validation risque de favoriser les enfants issus de milieux qui entretiennent avec la culture une relation proche : l'accès au savoir est plus démocratique que l'accès à la sensibilité, ce dernier étant davantage tributaire des héritages socio-économiques. Et s'il est possible de juger les offres (par leur diversité, leur complétude, leur densité...), il paraît difficile de juger leur degré d'appropriation par les enfants. D'où la piste de faire significativement valoir les parcours particulièrement engagés (au même titre d'ailleurs que d'autres parcours eux aussi culturels : linguistique, sportif, civique, philosophique, d'ordre artisanal...) sans pour autant pénaliser ceux qui le seraient moins. Il semblerait que, du point de vue de l'apprentissage de la liberté (qui est aussi celui de la citoyenneté), le plus important soit qu'une dimension autre et choisie que ce qui relève des matières scolaires obligatoires soit proposée et valorisée. Il s'agirait alors d'éducation culturelle et/ou artistique...

Cinéma et numérique.

Jusqu'à présent, le cinéma a été l'objet d'une politique volontariste (lycée au cinéma, collège au cinéma), mais sur le principe dit de "l'école du spectateur". La naissance d'une pratique en amateur du cinéma et l'importance prise par l'écran dans la vie culturelle des jeunes, conjuguées avec l'emprise toujours croissante de l'industrie de l'image qui exige l'apprentissage d'un regard critique et averti sur ce langage artistique, appellent à donner au 7^e art une place éminente dans l'EAC. C'est par ailleurs, avec la musique, l'expression artistique la plus appréciée des jeunes et un moyen remarquable de connaissance des autres et d'apprentissage de la tolérance. Enfin, désormais intégralement numérique dans sa chaîne de production et de diffusion, le cinéma peut être un vecteur efficace de lien entre ce qu'on appelle "la chambre" et l'école. Sans préjuger des formes que pourraient prendre une offre d'expérimentation des pratiques cinématographiques, ces deux hypothèses :

- Proposer des accompagnements professionnels aux désirs de réalisation de films (scénario, jeu, prise de vue, montage). Sans doute ici, et dans la perspective de la nécessaire mutation des missions des équipements culturels vers une mise en valeur des pratiques citoyennes et, au-delà d'une simple fonction de diffusion, de lieux du partage du sensible – ce qui concerne aussi les cinémas, tout particulièrement ceux soutenus par les collectivités –, l'organisation de ces propositions touchant au cinéma devrait-elle se faire au-delà du seul cadre de l'école.
- De ce dernier point de vue, on pourrait imaginer un travail avec un théâtre (et aussi un conservatoire, pour ce qui est de la bande son musicale), lequel fournirait un matériau professionnel particulièrement riche pour s'engager dans des essais de réalisation de films.

Histoire des arts et diversité culturelle.

On peut fonder l'histoire des arts sur deux principes **très différents** : exprimer une identité culturelle commune faite d'un patrimoine partagé ou initier à l'extrême diversité historique et géographique des expressions esthétiques. Sans évoquer ici la question de la mise en place de cours dédiés donnés par des enseignants spécialisés (ou, selon la recommandation de l'Association nationale des professeurs d'histoire de l'art, la création de doubles CAPES histoire-histoire de l'art ou français-histoire de l'art, sur le modèle du CAPES histoire-géographie), il apparaît plus pertinent, dans nos sociétés désormais profondément **mêlées d'un point de vue culturel**, d'axer cet enseignement sur la connaissance de la diversité et la reconnaissance de l'altérité.

Sur ce même plan théorique et au regard des potentialités de réflexion éthique, politique, sociologique et philosophique portées par les arts et les questions culturelles, l'engagement des professeurs de philosophie, en-deçà de la seule terminale, constituerait un apport décisif de prise de conscience des enjeux culturels et artistiques.

La rencontre avec l'artiste.

L'un des écueils d'un projet de généralisation de l'EAC et de la part nécessaire de rencontre avec des artistes qu'il suppose est de susciter des officines spécialisées sur ce "marché captif". Si, bien entendu, la rencontre avec l'artiste est nécessaire (mais ici l'accès aux spectacles, organisé par les établissements scolaires ou favorisé par des dispositifs spécifiques : chèque-culture, "pass" ou autre remplissent déjà cette fonction), dans la mesure où elle n'est matériellement et humainement pas réalisable à l'échelle de l'Education nationale, il importe sans doute de privilégier les liens avec les associations de pratiques en amateur d'une part, avec les structures d'enseignement spécialisé d'autre

part, de ne pas confondre la qualité d'artiste et d'intermittent et aussi de sortir d'une approche trop clivée entre artiste et enseignant (d'un art). De ce point de vue, et parce que tous les artistes ne sont pas forcément intéressés ni compétents par l'action pédagogique, il serait vraisemblablement contreproductif d'exiger de toutes les structures subventionnées un quota d'actions en direction des milieux scolaires. Ce serait par ailleurs source de profondes inégalités selon les territoires, les uns étant de ce point de vue infiniment plus richement dotés que d'autres. Ici encore apparaît l'importance de la réhabilitation du moment technique.

Les écueils

A la suite des perspectives évoquées ici, et compte non tenu de la question des moyens et de la formation des enseignants et des acteurs culturels (c'est là une nécessité absolue qui, elle aussi, exige des moyens financiers considérables), compte non tenu également du poids croissant des équipements culturels pour les collectivités, en particulier des écoles de musique et des difficultés actuelles de leurs budgets, compte non tenu enfin des difficultés historiques et persistantes de la collaboration entre acteurs de l'Education nationale et acteurs de la culture, plusieurs écueils peuvent être identifiés :

- *Les disparités entre communes pauvres et riches ainsi que celles résultant des différences de volonté politique*, les unes et les autres pouvant grandement transformer un projet respectueux de l'égalité des chances en un outil de discrimination. Attribuer aux intercommunalités une compétence pour l'EAC permettrait de réduire ce risque d'inégalités territoriales. Ici, le travail des Dumistes (pour l'heure bien peu nombreux), les expériences des dispositifs "orchestre à l'école" et les rencontres et ateliers d'écriture dans les secteurs jeunesse des bibliothèques constituent déjà un ensemble d'initiatives positives sur lesquelles la réflexion peut s'appuyer.
- *Une disparité d'approches de l'EAC*, plus axée sur la connaissance ici, sur la pratique là, sur l'identité ici, sur la diversité culturelle là. D'où le rôle irremplaçable de l'Etat central et du travail interministériel. Non seulement l'EAC ne peut être trop massivement déléguée aux collectivités, mais elle ne doit pas l'être. Ici s'inscrit la manière dont sera contrôlée la mise en œuvre de l'EAC et donc les moyens humains – inspecteurs ? – dont l'Etat se dotera.
- *Une disparité de qualité*. La formation, la mise en œuvre (quelle inscription dans les projets d'établissements ? un projet EAC spécifique ?) et l'évaluation des élèves – notamment dans la composition d'éventuels jurys (on a vu les dysfonctionnements générés par la latitude donnée aux établissements scolaires sur ce point) – exige aussi une direction nationale forte et homogène.
- *L'injonction aux arts*. On n'oblige pas à la liberté, on en propose l'expérience. Et le choix de ne pas se saisir de cette proposition, à condition d'en connaître la teneur et d'avoir acquis quelques éléments pour pouvoir en juger (c'est là toute l'importance d'un effort en faveur de l'EAC en primaire et de la revalorisation des enseignements du dessin et de la musique en collège), a toute sa légitimité. Certains trouveront ailleurs, dans le sport par exemple, le lieu d'expression de leur personnalité. Toute la difficulté est donc de construire une proposition ouverte et non contraignante, aussi complète que possible d'accès aux arts et à la culture, dans le cadre de l'école "obligatoire" et de ses enseignements indispensables. Les arts, eux, ne sont indispensables que s'ils sont l'objet d'un choix. Ce n'est ainsi qu'ils deviennent des appuis précieux pour l'exercice de la liberté.
- *L'effet négatif de l'institutionnalisation et la nécessaire reconnaissance des "cultures juvéniles"*. Aujourd'hui, les instances traditionnelles de la légitimation culturelle – institution et école – ne fonctionnent plus auprès de beaucoup de jeunes. Plus encore, ce qui est présenté *par l'école* est souvent pour eux entaché d'une sorte de marque négative, ce qui peut desservir la découverte des arts (d'où l'importance de l'EAC hors cadre scolaire).

Autre conséquence : il importe de reconnaître pleinement ce que les sociologues appellent "les cultures juvéniles". L'actuel essor des pratiques, dopées par les technologies numériques et Internet (qui a procédé à la démocratisation de l'accès à un public et donc de pratiques expérimentées dans les conditions réelles de l'acte artistique), exige un effort de reconnaissance qui se heurte encore à des traditions procédant selon une distinction plus ou moins explicite entre ce qui serait culturellement légitime et ce qui ne le serait pas. Il importe sans doute de dépasser ces approches pour mettre réellement l'EAC au bénéfice des jeunes et de la reconnaissance de leur créativité propre et non pour les contraindre à des pratiques trop éloignées de leurs propres manières de construire leur personnalité au travers du partage symbolique.

Les systèmes de validation "sauvage", par cooptation au sein de communautés virtuelles, si familières aux jeunes et qui, quelque jugement qualitatif négatif qu'on puisse porter sur la valeur de leurs choix, leur assure une réelle autonomie émancipatrice à laquelle ils sont très attachés et ne laissent plus place à des attitudes trop prescriptrices : les dédaigner ne pourra que condamner par avance l'EAC.

Enfin, par-delà la perspective d'instaurer pour tous les jeunes, "de la maternelle à l'université", des dispositifs efficaces d'EAC, sans doute convient-il de les penser de manière plus large encore. C'est tout au long de la vie que l'éducation aux arts et à la culture doit être rendue accessible. La présente concertation est certes centrée, et à raison, sur la jeunesse. Mais ce qui sera organisée pour elle ne pourra que gagner en cohérence et en efficacité si cela est inscrit dans le cadre plus large d'un partage du sensible intergénérationnel.